Le jeu des prénoms

Dominique Julia

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/121>

DOI : 10.4000/ahrf.121

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2000

Pagination : 11-16

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Dominique Julia, « Le jeu des prénoms », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 322 | octobre-décembre 2000, mis en ligne le 21 février 2006, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/121> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.121>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

Le jeu des prénoms

Dominique Julia

- 1 Le dossier présenté par les *Annales historiques de la Révolution française* marque, me semble-t-il, le degré de maturité où est parvenue la recherche sur les prénoms « révolutionnaires ». Ce bilan qui intervient après une belle moisson de résultats déjà recueillis, pose toute une série de questions et permettra la poursuite des enquêtes sur des bases communes et explicitées, ce qui rendra les résultats comparables sur l'ensemble du territoire. Serge Bianchi, dans la pesée globale à laquelle il se livre, doute qu'une synthèse "raisonnée" puisse déboucher sur un consensus scientifique et dépassionné de la prise en compte du phénomène des prénoms révolutionnaires ». Je ne partage pas entièrement cet avis un peu désabusé. Il me semble, au contraire, que la multiplication des variables mises en jeu est un pari pour l'intelligence de l'objet d'étude et qu'elle interdit désormais les jugements à l'emporte-pièce dans un sens ou dans un autre : comprendre plutôt que juger, voilà un des premiers bénéfices que je tire de la lecture de ce très beau dossier.
- 2 Je ne m'attarderai guère sur la chronologie. Elle est désormais bien connue, et il paraît donc légitime, dans le cadre d'une enquête nationale à venir, de centrer l'analyse sur l'an II et l'an III, en prenant soin naturellement de partir au moins de 1792 (voire de 1789) pour pouvoir saisir les premières apparitions de prénoms « civiques ». Il est clair aussi qu'un décompte mensuel du phénomène, à partir du moment où celui-ci devient massif, est extrêmement précieux, dans la mesure où il permet de suivre très finement les inflexions subies par chaque courbe, qu'il reste ensuite à interpréter en fonction d'abord de l'environnement politique local. De même qu'une seule hirondelle n'annonce pas forcément le printemps, de même une courbe isolée de prénoms « révolutionnaires » n'est pas suffisante pour tirer des conclusions définitives : la mise en série de plusieurs courbes de prénoms sur des sites différenciés (comme le fait ici Raphaël Bange), comme la confrontation de celles-ci à d'autres indices de la déchristianisation dans ces mêmes sites, sont, en revanche, éclairantes. Ce parti pris pour la courte durée ne signifie en aucun cas un désintérêt pour suivre la résurgence des prénoms révolutionnaires en l'anV, ou plus tardivement l'abandon de ces mêmes prénoms au fil du temps, mais si l'on veut parvenir à des résultats homogènes dans un temps limité, le choix du temps bref qui a été retenu s'impose. Cependant, on

conservera constamment à l'esprit les évolutions qui se déroulent dans la moyenne et dans la longue durée.

- 3 Il convient, en effet, de bien connaître le système de prénomination antécédent, sauf à faire de grossières erreurs. Qu'en est-il effectivement dans chaque région – voire même chaque paroisse – considérée de la prénomination par le parrain pour les garçons et la marraine pour les filles ou l'association père/parrain et mère/marraine ? Il semble d'ailleurs que cette parenté « spirituelle » n'ait pas totalement disparu dans la prénomination « révolutionnaire », puisque Pierre-Henri Billy souligne la présence du nom de famille du témoin dans les prénoms donnés à l'enfant. Jean-Pierre Lethuillier, dans son étude de 1989 sur Falaise, montrait bien comment la pratique, de plus en plus fréquente au cours du XVIII^e siècle, d'un allongement des unités prénominales a débouché sur un premier renouvellement du stock des prénoms, renouvellement qui s'inscrit à l'intérieur d'un processus de plus stricte individualisation des nouveau-nés. D'une part, on observe un élargissement des saints auxquels on fait référence et il n'est pas inintéressant d'y repérer une progression des docteurs de l'Église ; d'autre part, comme le montrent les analyses de Alain Croix ou de Philippe Daumas, on constate une perméabilité de la prénomination à la production littéraire ou artistique du moment. Il est évident que ces évolutions se font de manière extrêmement variable selon les régions et qu'il faut en tenir compte dans toute étude des prénoms dits « révolutionnaires » : la Révolution a ici accéléré et élargi des processus qui lui sont antérieurs.
- 4 Sur la classification des prénoms « révolutionnaires », bien des progrès ont été faits et il n'est pas déraisonnable d'espérer prochainement un véritable consensus. La répartition thématique en trois grandes catégories : héros de l'Antiquité ou de la Révolution, valeurs et idéaux révolutionnaires, calendrier républicain paraît largement partagée, même si l'on observe encore des glissements ou des superpositions de l'une à l'autre des études : l'essentiel est que les sous-ensembles que regroupe chaque catégorie soient suffisamment explicités pour que l'on puisse, à partir de chaque analyse, recomposer de manière homogène et stable les ensembles retenus, sans quoi aucune comparaison ne serait possible. Les mises en garde judicieuses faites par Gérard Cholvy et Alain Croix ont souligné la nécessité d'ancrer *localement* les observations pour éviter les contresens : une *Pomme* à Châlons-sur-Marne, un *Agricol* à Avignon, un *Clément* à Nantes, un *Pompée* ou un *César* en Provence ou en Languedoc n'ont pas forcément une valeur de rupture par rapport au contexte antérieur à la Révolution. Ici même, Pierre-Henri Billy cite le cas d'un *Patrocle-Luzerne* déclaré à Bourges le 2 prairial an II et fils d'un *Patrocle* : en déduira-t-on immédiatement le caractère « révolutionnaire » du prénom ? De cette analyse proprement locale peut découler une réduction conséquente de la part des prénoms dits « douteux » ou « ambigus » : l'apparition d'une fréquence anormale du prénom *Rose* en l'an II, non liée au prénom de la mère ou des témoins, fait effectivement pencher la balance du côté de la novation ; faut-il pour autant verser entièrement cette dernière au crédit du calendrier républicain ? Pierre-Henri Billy souligne avec pertinence les ambiguïtés (de référents, de motivations ou d'origines) qui subsistent : au-delà de l'impossibilité qu'il peut y avoir à distinguer entre les deux *Brutus* de l'Antiquité romaine, ce prénom peut renvoyer tout bonnement à une localité ou à une section ; il en va de même pour *Émile* tout comme *Égalité* peut renvoyer à une rue. Devrait-on alors céder à un hypercriticisme ? Il ne convient pas, je crois, de demander à une source plus que ce qu'elle peut donner ; le but est bien de réduire au maximum la catégorie des prénoms ambigus ; mais ceux-ci ne pourront, à l'évidence,

être tous éliminés. Que des prénoms tirés de l'Antiquité évoquent, comme l'écrit Pierre-Henri Billy des personnages que le discours révolutionnaire a pu considérer comme des « aristocrates dangereux », des « empereurs sanguinaires » ou des « autocrates » ne me semble pas gênant. C'est surinterpréter la source que d'y chercher des intentions qui ne s'y trouvent sans doute pas : la culture des officiers d'état-civil comme celle des parents ne s'établit pas sur le même registre que celle des discours naguère étudiés par Jacques Bouineau. L'essentiel, à mes yeux, est que cette référence à l'Antiquité soit et veuille vraisemblablement être une rupture avec le sanctoral chrétien (même si on ne fait naturellement pas abstraction des cas d'ambiguïté réelle du type d'*Achille*, *Fabius*, *Hercule*, *Scipion* qui figurent dans ce dernier). À l'inverse, bien des prénoms chrétiens recèlent, comme l'ont observé plusieurs auteurs, une signification renouvelée qui renvoie à des œuvres, à des auteurs ou des héros contemporains : *Jean-Jacques*, *Émile*, *Sophie* (99 filles à Strasbourg entre 1793 et l'an II !), *Jean-Paul* et la liste n'est bien évidemment pas exhaustive. Si je souhaitais compliquer le schéma, je pourrais rappeler qu'à Rome, les noms de baptême donnés par le custode des reliques ou Monseigneur Sacriste aux corps extraits des catacombes qui sont distribués par milliers dans l'espace de la catholicité aux XVIII^e et XIX^e siècles, présentent le plus souvent des connotations à caractère moral : *Fortunatus(a)*, *Constans (tia)*, *Liberatus(a)*, *Decens*, *Innocens (tia)*, *Victoria*, *Felix* ou *Felicissimus*, *Modestus*, *Placidus* etc... Je ne déduis pourtant pas de cette proximité une quelconque généalogie entre les « saints » des catacombes et la prénomination révolutionnaire. Peut-être vaut-il mieux, d'ailleurs, chercher dans quelle mesure les prénoms à connotation morale peuvent être reliés à des pratiques du compagnonnage. En réalité c'est bien *au cas par cas* que les ambiguïtés peuvent être tranchées : elles ne seront pas toutes résolues. Ne ferions-nous pas, au reste, un contresens historique à vouloir à tout prix établir une unicité de signification ou de motivation, là même où les acteurs ont délibérément joué sur une équivocité ?

- 5 Dans cette analyse de la prénomination, il paraît indispensable de distinguer les prénoms simples et les prénoms multiples : si l'essentiel, comme je le crois, se trouve dans un *jeu* sur les prénoms, ce jeu est d'autant plus réduit qu'il porte sur un seul prénom. Jean-Pierre Lethuillier souligne à juste titre la réduction des unités prénominales en l'an II tant à Rennes (45% de prénoms simples au début de 1794) qu'à Falaise (30% en l'anII) et Raphaël Bange observe un mouvement identique à Caen et à Versailles (dans cette dernière ville dès 1792) comme si s'était établie une identification entre prénomination multiple et pratique aristocratique. Il serait intéressant de suivre dans chaque ville concernée la part que représente la prénomination proprement « révolutionnaire » au sein d'un ensemble de prénoms uniques : la contrainte plus forte exercée sur les parents par cette restriction ne débouche pas forcément, comme le montre Raphaël Bange sur une généralisation de la prénomination « révolutionnaire », et c'est ici qu'une analyse de type social et politique (engagement du père dans les sociétés populaires, participation à l'administration, etc.) peut se révéler extrêmement féconde, tout comme une étude de la distribution de la thématique : à Falaise, les références chrétiennes au sein des prénoms simples diminuent considérablement, mais les chiffres sur lesquels raisonne l'auteur restent limités (60 cas seulement). On ne prétend pas nier la composante « révolutionnaire » du prénom *Rose* à Corbeil : le fait qu'il ait été choisi une fois sur trois parmi les prénoms « révolutionnaires » renvoie sans nul doute à une tactique qui joue justement sur sa double appartenance au calendrier de Fabre d'Églantine et au sanctoral chrétien. À la différence des prénoms simples, les prénoms multiples (qui sont le plus souvent à deux unités) étendent les

possibilités du jeu, d'où cette importance des prénoms dits « mixtes » ou « de compromis » : loin de voir là une « prudence suspecte », il faut au contraire saisir le double gain qui s'opère de part et d'autre : pour les familles, la persistance des références chrétiennes, pour les officiers d'état civil ou les instituteurs républicains qui proposent, suggèrent (ou imposent ?) les nouveaux prénoms, l'assurance d'un attachement républicain. Ici aussi, la distribution sociale et politique des types de prénomination multiple apportera, sans nul doute, des éclairages intéressants : une double prénomination « révolutionnaire » paraît, de prime abord, être un choix conscient, même s'il faut la replacer dans son contexte précis. On ajoutera que la comparaison systématique avec les registres de catholicité tenus de manière concomitante, quand ceux-ci subsistent, peut apporter une lumière supplémentaire sur les tactiques adoptées par les parents devant l'officier d'état civil et le prêtre. Pierre-Henri Billy donne ici un exemple intéressant de tactique jouant, cette fois sur les sonorités, dans le cas de l'enfant déclaré à l'état civil de Port-Malo *Messidor* et « qui n'a été connu depuis sa naissance dans sa maison paternelle, dans sa famille, en public même que sous le nom d'Isidor, nom qui lui fut conféré lorsqu'il fut présenté au baptême suivant les rites du culte catholique ».

- 6 La disparité filles/garçons mérite qu'on s'y arrête un instant : la novation chez les filles s'établit davantage par des prénoms dits « de progression » (*Rose, Sophie, Caroline, Virginie* mais aussi tous les prénoms dérivés de prénoms masculins par ajout d'un simple suffixe) que par des prénoms « de rupture » beaucoup plus rares, comme le montrent l'étude de Philippe Daumas ou celle de Raphaël Bange qui soulignent tous deux le rôle de la « mode ». Faut-il attribuer cette disparité à une moindre pression de la part de l'officier d'état-civil, ou à un compromis entre les parents sur le choix d'un prénom nouveau qui reste cependant à l'intérieur du registre chrétien ? Toujours est-il que les prénoms de celles qui sont appelées à devenir un jour des mères républicaines continuent à puiser dans le sanctoral. On n'en tirera pas de conclusions hâtives puisqu'ici aussi (par exemple avec *Virginie*) un double jeu s'opère sur la signification.
- 7 Tous les articles de ce numéro ont fait leur place aux détails qui accompagnent telle ou telle prénomination (ou son abandon) et explicitent les choix faits (ainsi le fils du président de la société populaire de Lons-le-Saunier prénommé le 19 pluviôse an II, au cours d'un baptême « religieux et civique », *Montagne victime des foederalistes dans les flancs de Mamère*). Il me semble qu'une collecte systématique des indications sur le rituel qui accompagne la déclaration à l'état civil (même si ces mentions sont, par définition, rares) serait précieuse. Tout ce qui peut nous restituer l'atmosphère dans laquelle se déroule l'inscription sur le registre est absolument indispensable pour comprendre l'ancrage local d'un type de prénomination et ne doit pas être dissocié de l'analyse quantitative : présence des membres des sociétés populaires, rôle du représentant en mission, caractéristiques de l'officier d'état civil, tous ces renseignements peuvent en effet nous permettre de saisir le degré de « spontanéité » ou, à l'inverse de coercition qui s'exerce sur les déclarations. Raphaël Bange nous dit bien qu'à Arras, Nevers ou Montpellier « la marge de manœuvre des parents est visiblement réduite et la liberté de choix est sujette à caution ». On ne devrait pas non plus renoncer à la méthode de reconstitution des familles, si chère depuis des décennies aux démographes, non pas ici pour percer les « funestes secrets » qui les auraient envahies mais pour saisir l'évolution longitudinale des prénoms. Étudiant autrefois le pensionnat de Pontlevoy sous la Révolution, j'avais été frappé d'y trouver parmi les élèves quatre fils du fabricant d'indiennes nantais Ferdinand Petitpierre, lui-même de confession réformée :

le premier, né en 1787, se prénommaient *Ferdinand-Louis* ; le second, né en 1790, était désigné sous le nom de *Pierre-Auguste-Aristide* ; le troisième, né le 18 octobre 1792 et entré en 1801, portait celui de *Joseph-Benjamin-Gemmappe* ; quant au quatrième, entré seulement en 1803, le registre des pensionnaires n'indiquait pas sa date de naissance, mais lui attribuait pour tout prénom celui de *Fleurus*. De telles séries sont-elles exceptionnelles ?

- 8 Au total, l'étude des prénoms, telle que la livre ce numéro, présente une fécondité incontestable, si l'on accepte de marier courte et longue durée, quantitatif et qualitatif, si on ne la sépare pas du reste de l'histoire politique, religieuse, économique et sociale de chaque région, et si l'on ne cherche pas à mettre sur un lit de Procuste l'ensemble des prénoms en leur attribuant un sens univoque. L'ambiguïté relevée par les différents auteurs – on pourrait même parler de duplicité, au double sens de dualité et de double jeu – ne serait-elle pas plutôt à chercher du côté de ce que Michel de Certeau appelait une « tactique », cet art du faible qui n'a pas de lieu propre, mais qui sait utiliser « les failles que les conjonctures particulières ouvrent dans la surveillance du pouvoir propriétaire »¹ ? L'hypothèse mérite au moins examen : la prégnance du jeu sur les prénoms ne serait pas si forte si ceux-ci n'étaient pas un enjeu important. On n'attribuera pas non plus à cet indicateur une valeur de « révolution culturelle ». Il vaut mieux chercher à comprendre le(s) sens des combinaisons extrêmement variables qui se dégageront d'une cartographie nationale, en associant constamment étude macroscopique et analyse locale. C'est seulement ainsi que nous pourrions arriver à dégager le poids respectif de la tradition et de la novation, à saisir le desserrement de l'emprise religieuse ou la force et la continuité d'un engagement « républicain ». Le plaidoyer pour la complexité qui est ici présenté est en tout cas un signe de bon augure.

NOTES

1. Michel De Certeau, *L'invention du quotidien. I Arts de faire*, Paris, 1980, p. 87.